

F. 87 — 76

Arrêté royal n° 487
portant des mesures relatives à la restructuration d'entreprises
des secteurs nationaux

RAPPORT AU ROI**Sire,**

Le projet qui est soumis ci-joint à la signature de Votre Majesté est pris sur la base des articles 1er, 7^e, et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Il contient deux mesures relatives à la restructuration des entreprises des secteurs relevant de la politique nationale visés à l'article 6, § 1er, VI, 4^e, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 1er arrête un certain nombre de règles impératives relatives à l'organisation de la gestion de la S.A. Kempense Steenkolenmijnen (« KS »). On vise ainsi à réaliser une organisation de la gestion qui soit plus simple et plus efficace. Cette simplification devra permettre d'accroître l'unité de gestion qui, de l'avis du Gouvernement, est nécessaire à la restructuration de KS.

L'article 2 autorise l'Etat à transférer à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») les participations directes en capital qu'il détient dans certaines entreprises des secteurs nationaux. La S.N.S.N. est une filiale spécialisée de la Société nationale d'investissement, créée par arrêté royal du 17 septembre 1982 en vue de mettre en œuvre les mesures décidées par les pouvoirs publics, d'exécuter leurs interventions dans les secteurs nationaux et de suivre ces mesures et interventions par des méthodes de gestion appropriées. Elle détient actuellement la plus grande partie des participations publiques dans ces secteurs; une centralisation de toutes les participations publiques au sein de la S.N.S.N. permettra tant une gestion plus efficace de celles-ci qu'une plus grande transparence.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat sur le présent projet, sauf en ce qui concerne certains aspects de forme.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
 les très respectueux
 et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires économiques,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

N. 87 — 76

Koninklijk besluit nr. 487
houdende maatregelen inzake de herstructureren
van ondernemingen in de nationale sectoren

VERSLAG AAN DE KONING**Sire,**

Het ontwerp dat hierbij ter ondertekening aan Uwe Majestieit wordt voorgelegd, is gestoond op de artikelen 1, 7^e, en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toegekennig van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het bevat twee maatregelen inzake de herstructureren van de ondernemingen in de sectoren die behoren tot het nationaal beleid, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4^e, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 1 stelt een aantal dwingende normen vast ten aanzien van de bestuursstructuur van de N.V. Kempense Steenkolenmijnen (« KS »). Aldus wordt een meer sobere en efficiënte bestuursstructuur beoogd. De vereenvoudigde structuur moet de grotere eenheid van leiding mogelijk maken die, naar de oproeping van de Regering, is vereist voor de herstructureren van KS.

Artikel 2 machtigt de Staat om de kapitaalparticipaties die hij rechtstreeks bezit in zekere ondernemingen in de nationale sectoren, over te dragen aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (de « N.M.N.S. »). De N.M.N.S. is een gespecialiseerde dochtervenootschap van de Nationale Investeringmaatschappij, opgericht bij koninklijk besluit van 17 september 1982 ten einde de overheidsmaatregelen en -tussenkomsten in de nationale sectoren uit te voeren en systematisch op te volgen overeenkomstig aangepaste managementmethoden. Zij bezit thans het merendeel der overheidsparticipaties in die sectoren, en de centralisering van alle overheidsparticipaties bij de N.M.N.S. zal zowel een doelreffend beheer daarvan als de transparantie ten goede komen.

Er werd rekening gehouden met de oproeckingen van de Raad van State, behoudens wat zekere vormaspecten betreft.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majestieft,
 de zeer eerbiedige
 en zeer getrouwde dienaars,

De Minister van Economische Zaken,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 18 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 487 « portant différentes mesures relatives à la restructuration des entreprises des secteurs nationaux », a donné le 23 décembre 1986 l'avis suivant :

Observations générales

I. En tant qu'il attribue au seul Exécutif flamand la possibilité de proposer la nomination d'un administrateur au sein du conseil d'administration de la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») », l'article 1er du projet sort des prévisions de l'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, qui prévoit une représentation des pouvoirs publics, « qui comprend les Régions », dans les organes de gestion.

Il aboutit donc à modifier cette dernière disposition, en substituant une représentation de la seule Région flamande à la représentation des Régions, actuellement organisée par l'arrêté royal du 30 mars 1981 portant exécution de l'article 175, premier et deuxième

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnien een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 487 « houdende diverse maatregelen inzake de herstructureren van de ondernemingen in de nationale sectoren », heeft op 23 december 1986 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerkingen

I. In zoverre artikel 1 van het ontwerp de mogelijkheid om een bestuurder voor te dragen voor benoeming in de raad van bestuur van de naamloze venootschap « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») », uitsluitend aan de Vlaamse Executieve toekent, gaat het verder dan hetgeen bepaald is in artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, volgens hetwelk de overheid in de bestuursorganen derwijs vertegenwoordigd moet zijn dat die vertegenwoordiging « de Gewesten omvat ».

Artikel 1 van het ontwerp loopt dus uit op een wijziging van de lantaarnscende bepaling, doordat het een vertegenwoordiging van het Vlaams Gewest alleen, in de plaats stelt van een vertegenwoordiging van de Gewesten, waarin thans voorzien is bij het koninklijk

alinéas, et de l'article 178, deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement.

En romptant de la sorte l'égalité de représentation des Régions dans les organes de gestion d'une entreprise appartenant aux secteurs nationaux, le projet est inconciliable avec la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, en particulier, avec la compétence exclusive de l'autorité nationale en ce qui concerne les secteurs nationaux, même pour les entreprises dont l'exploitation est entièrement localisée dans une seule Région.

II. Selon l'article 3 du projet :

« Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté ».

La date d'entrée en vigueur d'un texte de portée générale est un élément essentiel de celui-ci. Cet élément doit être fixé par le Roi avant que n'expirent les pouvoirs spéciaux qui Lui sont actuellement conférés. En procédant autrement, le Roi prolongerait l'exercice de pouvoirs qui, comme en l'espèce, ne lui ont été attribués que jusqu'au 31 décembre 1986.

Examen du texte

Intitulé

Il serait préférable d'écrire :

« Arrêté royal no... portant des mesures relatives à la restructuration d'entreprises des secteurs nationaux ».

Fréambole

L'urgence étant invoquée, il y a lieu, à l'alinéa 1er, d'ajouter les mots « et l'article 3, § 2 ».

A l'alinéa 3, l'arrêté royal du 30 mars 1981 doit être cité avec son intitulé original, telles qu'en soient les imperfections, à savoir :

« ... portant exécution de l'article 175, premier et deuxième alinéas, et de l'article 178, deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement ».

Dispositif

Article 1er

§ 1er. Ce paragraphe constitue en réalité une modification de l'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980.

La rédaction suivante est dès lors proposée :

« Article 1er. L'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'administration et la représentation de la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») » sont réglées conformément à la section IV, « Des sociétés anonymes », des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sous réserve des dispositions suivantes :

1^o à 4^o ... (comme au projet, sous réserve, pour le 2^o, de l'observation générale 1);

5^o sous réserve de la gestion journalière et pour l'application de l'article 54, alinéa 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») » est représentée dans les actes ou en justice par deux administrateurs agissant conjointement, dont l'un a été nommé sur proposition de l'Etat ».

§ 2. 1. Les dispositions abrogatoires de ce paragraphe devraient être regroupées avec les dispositions de l'article 2, § 3, en un article 3 prenant place avant l'exécutoire.

2. On peut se demander si l'intention des auteurs du projet n'est pas d'abroger non seulement l'article 3, § 1er, 2 et 3, de l'arrêté royal du 30 mars 1981, mais aussi la première phrase de cet article qui, selon une mauvaise technique légistique, a échappé à la division en paragraphes.

3. On peut en outre se demander s'il ne conviendrait pas d'abroger également les paragraphes 4 et 5 du même article, la disposition du paragraphe 4 pouvant être introduite, moyennant une adaptation, sous un 6^o de l'article 1er du projet.

besluit van 30 maart 1981 ter uitvoering; van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.

Doordat het ontwerp op die manier afbreuk doet aan de gelijke vertegenwoordiging van de Gewesten in de bestuursoorganen van een onderneming die tot de nationale sectoren behoort, is het onbestaanbaar met de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en in het bijzonder met de uitsluitende bevoegdheid die de nationale overheid ten aanzien van de nationale sectoren bezit, ook voor de ondernemingen waarvan de exploitatie geheel in één Gewest gelocaliseerd is.

II. Artikel 3 van het ontwerp huidt als volgt:

« De Koning bepaalt de datum waarop dit besluit in werking treedt ».

De datum waarop een tekst met algemene strekking in werking treedt, is een essentieel bestanddeel van die tekst. Dat bestanddeel moet door de Koning worden vastgeseld voordat de Hem thans verleende bijzondere machten aflopen. Door anders te werk te gaan zou de Koning de uitoefening van machten, die Hem zoals in het onderhavige geval slechts tot 31 december 1980 verleend zijn, verlengen.

Onderzoek van de tekst

Opschrift

Het zou verkieslijker zijn te schrijven :

« Koninklijk besluit nr. ... houdende maatregelen inzake de herstructureren van ondernemingen van de nationale sectoren ».

Aanhef

Aangezien men zich op de dringende noodzakelijkheid beroeft, moeten aan het eerste lid de woorden en op artikel 3, § 2; » worden toegevoegd.

In het derde lid behoort het koninklijk besluit van 30 maart 1981 met zijn oorspronkelijk opschrift te worden aangehaald, ongeacht de onvolmaakthesen ervan, namelijk :

« ... ter uitvoering van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen ».

Bepalend gedachte

Artikel 1

§ 1. Deze paragraaf is in feite een wijziging van artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980.

De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld :

« Artikel 1. Artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

• Het bestuur en de vertegenwoordiging van de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») » worden geregeld overeenkomstig afdeling IV, « Naamloze vennootschappen », van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoordeerd op 30 november 1935, onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

1^o tot 4^o ... (zoals in het ontwerp, behoudens, wat de bepaling onder 2^o betreft, de algemene opmerking I);

5^o behoudens wat het dagelijks bestuur betreft en voor de toepassing van artikel 54, vierde lid, van de gecoordeerde wetten op de handelsvennootschappen, wordt de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen (« K.S. ») » in en buiten rechte vertegenwoordigd door twee gezamenlijk optredende bestuurders, waarvan er één benoemd is op voordracht van de Staat ».

§ 2. 1. De opheffingsbepalingen van deze paragraaf zouden met de bepalingen van artikel 2, § 3, ondergebracht moeten worden in een artikel 3 dat vóór de uitvoeringsbepaling komt.

2. De vraag kan worden gesteld of het soms niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp is niet alleen artikel 3, § 1, 2 en 3, van het koninklijk besluit van 30 maart 1981 op te heffen, maar ook de eerste volzin van dat artikel, die door een slechte wetgevingstechniek, buiten de indeling in paragrafen is gehouden.

3. Bovendien kan men zich afvragen of de paragrafen 4 en 5 van hetzelfde artikel niet eveneens opgeheven zouden moeten worden, aangezien de bepaling van paragraaf 4, mits ze wordt aangepast, opgenomen kan worden onder een 6^o van artikel 1 van het ontwerp.

4. L'arrêté royal du 30 mars 1981 doit être cité avec son intitulé exact.

Article 2

§ 1er. L'indication « § 1er » a été omise par erreur dans le texte français.

Tel qu'il est rédigé, ce paragraphe laisse à penser que l'Etat pourrait encore, à l'avenir, acquérir des participations dans des entreprises des secteurs nationaux et pourrait ainsi fournir des aides nouvelles au-dela des enveloppes de financement fixées par le Gouvernement avant le 1er août 1983.

Or, il résulte du rapport au Roi et des explications fournies par le fonctionnaire délégué, que l'intention du Gouvernement est de transférer uniquement les participations qu'il détient déjà.

Le texte suivant est dès lors proposé :

« § 1er. L'Etat ... peut transférer à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») les participations qu'il détient dans le capital ... (la suite comme au projet, mais en écrivant dans le texte français « article 6, § 1er, VI (et non IV) ».

§ 2. Selon le fonctionnaire délégué, le paragraphe 2 doit se comprendre comme suit : une fois réalisé le transfert à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») de la participation de l'Etat belge dans la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen », il y aura lieu de lire, dans l'article 1er du projet, « sur proposition de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») » plutôt que « sur proposition de l'Etat ».

La rédaction suivante est dès lors proposée :

« § 2. En cas de transfert à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») de la participation de l'Etat dans le capital de la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen », les mots « Sur proposition de l'Etat », visés à l'article 175, alinéa 2, 2^e, 3^e et 5^e de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, doivent se lire « sur proposition de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (« S.N.S.N. ») ».

La chambre était composée de :

MM. :

J. Ligot, président de la chambre;

P. Finceur, Ch.-L. Closset, conseillers d'Etat;

Cl. Deschamps, F. Delpérée, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par Mme B. Haubert, auditeur adjoint.

Le greffier,
M. Van Gerrewey.

Le président,
J. Ligot.

31 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 487 portant des mesures relatives à la restructuration d'entreprises des secteurs nationaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 7^e, et 3, § 2;

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment les articles 175, 178 et 185;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1981 portant exécution de l'article 175, alinéas 1er et 2, et de l'article 178, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement;

4. Het koninklijk besluit van 30 maart 1981 moet worden aangehaald met zijn juiste opschrift.

Artikel 2

§ 1. De vermelding « § 1er » is bij vergissing achterwege gebleven in de Franse tekst.

Zoals die paragraaf is geredigeerd, geeft hij te denken dat de Staat in de toekomst nog deelnamegoeden zou kunnen verwerven in ondernemingen van de nationale sectoren en zodoende nieuwe hulpmiddelen zou kunnen verschaffen bovenop de financieringsenveloppes, die door de Regering zijn vastgesteld voor 1 augustus 1983.

Uit het verslag aan de Koning en uit de nadere inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, blijkt echter dat de Regering het zo bedoelt, dat alleen die deelnamegoeden welke de Staat reeds bezit, worden overgedragen.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

« § 1. De Staat ... kan aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (« N.M.N.S. ») de deelnamegoeden overdragen die hij bezit in het kapitaal ... (voorts zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men « artikel 6, § 1er, VI » in plaats van « artikel 6, § 1er, IV »).

§ 2. Volgens de gemachtigde ambtenaar moet paragraaf 2 zo worden begrepen dat als de overdracht aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (« N.M.N.S. ») van de deelname van de Staat in de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen » eenmaal tot stand gebracht is, in artikel 1 van het ontwerp de woorden « op voordracht van de Staat » gelezen moeten worden als « op voordracht van de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (« N.M.N.S. ») ».

Derhalve wordt de volgende redactie voorgesteld :

« § 2. In geval van overdracht aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (« N.M.N.S. ») van de deelname van de Staat in het kapitaal van de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen » moeten de woorden « op voordracht van de Staat », die vermeld zijn in artikel 175, tweede lid, 2^e, 3^e en 5^e, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gelezen worden als « op voordracht van de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren (« N.M.N.S. ») ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J. Ligot, kamervoortitter;

P. Finceur, Ch.-L. Closset, staatsraden;

Cl. Deschamps, F. Delpérée, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. B. Haubert, adjunct-auditeur.

De griffier,
M. Van Gerrewey.

De voorzitter,
J. Ligot.

31 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 487 houdende maatregelen inzake de herstructureren van ondernemingen in de nationale sectoren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toegekending van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 7^e, en 3, § 2;

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid op de artikelen 175, 178 en 185;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1981 ter uitvoering van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringmaatschappij en van Gewestelijke Investeringmaatschappijen;

Vu les avis des Exécutifs régionaux;
 Vu l'urgence;
 Vu l'avis du Conseil d'Etat;
 Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 175, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par la disposition suivante :

« L'administration et la représentation de la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen » sont réglées conformément à la Section IV, « Des sociétés anonymes », des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sous réserve des dispositions suivantes :

1^o le conseil d'administration compte au maximum huit membres;
 2^o les administrateurs sont nommés sur proposition de l'Etat; néanmoins un administrateur peut être nommé sur proposition commune des sociétés fondatrices;

3^o le président du conseil d'administration est élu parmi les administrateurs nommés sur proposition de l'Etat;

4^o si le conseil d'administration élit en son sein un comité de direction ou un comité exécutif, ce comité compte au maximum trois membres et est présidé par le président du conseil d'administration;

5^o sous réserve de la gestion journalière et pour l'application de l'article 54, alinéa 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen » est représentée dans les actes et en justice par tout administrateur agissant conjointement avec un administrateur nommé sur proposition de l'Etat ».

Art. 2. § 1^{er}. L'Etat, représenté par le Ministre des Affaires économiques, peut transférer à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux les participations qu'il détient dans le capital des entreprises relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les conditions du transfert sont approuvées préalablement par le Ministre des Finances.

§ 2. En cas de transfert à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux de la participation de l'Etat dans le capital de la société anonyme « Kempense Steenkolenmijnen », les mots « sur proposition de l'Etat », visés à l'article 175, alinéa 2, 2^o, 3^o et 5^o, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, doivent se lire « sur proposition de la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux ».

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 30 mars 1981 portant exécution de l'article 175, alinéas 1^{er} et 2, et de l'article 178, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement, les articles 2, § 4, et 3 sont abrogés.

§ 2. L'article 185 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

Gelet op de adviezen van de Gewestexecutieven;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Financiën, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 175, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bestuur en de vertegenwoordiging van de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen » worden geregeld overeenkomstig Afdeling IV, « Naamloze vennootschappen », van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

1^o de raad van bestuur telt ten hoogste acht leden;

2^o de bestuurders worden benoemd op voordracht van de Staat; één bestuurder kan evenwel worden benoemd op gezamenlijke voordracht van de stichtende vennootschappen;

3^o de voorzitter van de raad van bestuur wordt gekozen uit de bestuurders benoemd op voordracht van de Staat;

4^o indien de raad van bestuur uit zijn midden een directie- of uitvoerend comité kiest, telt dit comité ten hoogste drie leden en wordt het voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur;

5^o behoudens wat het dagelijks bestuur betreft en voor de toepassing van artikel 54, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, wordt de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen » in en buiten rechte vertegenwoordigd door iedere bestuurder gezamenlijk optredend met een bestuurder benoemd op voordracht van de Staat ».

Art. 2. § 1. De Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Economische Zaken, kan aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren de deelnemingen overdragen die hij bezit in het kapitaal van ondernemingen behorend tot de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De voorwaarden van de overdracht worden vooraf goedgekeurd door de Minister van Financiën.

§ 2. In geval van overdracht aan de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren van de deelnemingen van de Staat in het kapitaal van de naamloze vennootschap « Kempense Steenkolenmijnen », moeten de woorden « op voordracht van de Staat » die vermeld zijn in artikel 175, tweede lid, 2^o, 3^o en 5^o, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gelezen worden als « op voordracht van de Nationale Maatschappij voor de herstructureren van de nationale sectoren ».

Art. 3. § 1. In het koninklijk besluit van 30 maart 1981 ter uitvoering van artikel 175, eerste en tweede lid, en artikel 178, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringssmaatschappij en van Gewestelijke Investeringssmaatschappijen, worden de artikelen 2, § 4, en 3 opgeheven.

§ 2. Artikel 185 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS